



MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°53-2023-018

PUBLIÉ LE 7 FÉVRIER 2023

Sommaire

DDT53-secrétariat général affaires juridiques et contrôle de légalité /

53-2023-02-07-00001 - 20230207 DDT 53 Subdelegation administration generale (26 pages)	Page 3
53-2023-02-07-00003 - 20230207 DDT 53 Subdelegation pouvoir adjudicateur (2 pages)	Page 30
53-2023-02-07-00004 - 20230207 DDT 53 Subdelegation RH (4 pages)	Page 33
53-2023-02-07-00002 - 20230207_DDT_53_Subdelegation_oronnancement (3 pages)	Page 38

DDT53-service eau et biodiversité-forêt nature biodiversité /

53-2023-02-03-00003 - 20230203_DDT_53_AP_ARCANGER_suivis_Amphibiens_GORRON (3 pages)	Page 42
--------------------------------------------------------------------------------------	---------

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial /

53-2023-02-06-00044 - Rectificatif - arrêté de délégation de signature DDT72 M.MEYZIE du 6 février 2023 (3 pages)	Page 46
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Direction départementale des finances publiques 53 /

53-2023-02-06-00046 - DIRECTION - Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire (pôle Pilotage et Ressources) au 06/02/2023 (4 pages)	Page 50
53-2023-02-06-00047 - DIRECTION - Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire relatif à la gestion de la Cité administrative de Laval au 06/02/2023 (2 pages)	Page 55
53-2023-02-06-00043 - DIRECTION - Délégation spéciale de signature Domaines au 06/02/2023 (2 pages)	Page 58
53-2023-02-06-00045 - DIRECTION - Fermetures exceptionnelles des services - Année 2023 (1 page)	Page 61

Direction interdépartementale des routes Ouest /

53-2023-02-07-00005 - arrêté donnant subdélégation de signature à des agents de la direction interdépartementale des routes Ouest pour l'exploitation du domaine routier national (2 pages)	Page 63
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

DDT53-secrétariat général affaires juridiques et
contrôle de légalité

53-2023-02-07-00001

20230207 DDT 53 Subdelegation administration
generale



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires de la Mayenne

Arrêté du 7 février 2023

portant subdélégation de signature en matière administrative générale de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

La préfète de la Mayenne, Chevalière de l'ordre national du Mérite

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie,

VU le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

VU l'arrêté du 27 septembre 2019 portant nomination de M. Michel DEBRAY en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne à compter du 17 octobre 2019,

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 10 août 2020 nommant Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne à compter du 24 août 2020,

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

VU l'arrêté préfectoral 6 février 2023 portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne.

ARRETE

Article 1^{ER} : la signature de l'ensemble des actes prévus par la délégation de signature conférée par l'arrêté préfectoral 6 février 2023 portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne, est déléguée à **M. Michel Debray**, directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne.

Article 2 : Délégation permanente de signature est exercée, dans le cadre de leurs attributions respectives, par :

- **M. Jean Marie Renoux**, chef du service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat (SERBHA),

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Aménagement et planification : B II ;
- Application du droit des sols : C I-1-1 à C I-1-5, C I-2-1, C I-3-1, C I-3-2 et C II-2 à C II-3 ;
- Habitat et construction : E I à E III et E XI à E XVIII ;
- Interventions en matière agricole : H I-5 et H II ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Sécurité routière et éducation routière : M ;

- Défense : N ;
 - Prévention des risques : P.
- M. **Denis Leroux**, chef du service aménagement et urbanisme (SAU) pour les actes référencés :
- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
 - Aménagement et planification : B II ;
 - Application du droit des sols : C I-1-1 à C I-1-5, C I-2-1, C I-3-1, C I-3-2 et C II-2 à C II-3, C-II-5, CIII-1;
 - Fiscalité : D
 - Habitat et construction : E I à E III et E XI à E XVI ;
 - Environnement – Développement rural : F ;
 - Police de l'eau et de la pêche : G à l'exception des conventions conclues entre le parquet, la préfecture, et l'Office français de la biodiversité, relative à la police judiciaire dans le domaine de la pêche ;
 - Interventions en matière agricole : H ;
 - Transports : I ;
 - Voies d'eau : J ;
 - Sécurité routière et éducation routière : M ;
 - Défense : N ;
 - Prévention des risques : P.
- Mme **Judith Détourbe**, cheffe du service eau et biodiversité (SEB), pour les actes référencés :
- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
 - Fiscalité : D ;
 - Environnement – Développement rural : F ;
 - Police de l'eau et de la pêche : G à l'exception des conventions conclues entre le parquet, la préfecture, et l'Office français de la biodiversité, relative à la police judiciaire dans le domaine de la pêche ;
 - Interventions en matière agricole : H ;
 - Transports : I ;
 - Voies d'eau : J
 - Défense : N ;
 - Prévention des risques : P.
- Mme **Gwladys Bernard**, cheffe du service économie et agriculture durable (SEAD) pour les actes référencés :
- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
 - Environnement – Développement rural : F ;
 - Police de l'eau et de la pêche : G à l'exception des conventions conclues entre le parquet, la préfecture, et l'Office français de la biodiversité, relative à la police judiciaire dans le domaine de la pêche et de l'eau ;
 - Interventions en matière agricole : H ;
 - Transports : I II-1 ;
 - Voies d'eau : J ;
 - Prévention des risques : P.
- Mme **Coralie Moulin**, cheffe du service territorial, à l'effet de signer les actes référencés :
- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
 - Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5, C I-2-1, C I-3-1, C I-3-2 ;
 - Transports : I ;
 - Voies d'eau : J ;
 - Défense : N ;
 - Prévention des risques : P.
- Mme **Maud Lechat-Sahastume**, cheffe du service missions transversales (MT), pour les actes référencés :
- Administration générale : A I-1 à 11, A I-13 et 14, A I-16, A I-18, AI-21, A II et A III ;
 - Aménagement et planification : B III.1, B.III.2 et et B.III.3 ;
 - Application du droit des sols : C IV.1, C.IV.2 et et C.V.3.
 - Transports : I ;
 - Voies d'eau : J ;
 - Défense : N ;
 - Affaires contentieuses : O ;

- Prévention des risques : P.

- M. **Philippe Leroyer**, chef adjoint du service territorial, à l'effet de signer les actes référencés :

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5, C I-2-1, C I-3-1, C I-3-2 ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Défense : N ;
- Prévention des risques : P.

- M. **David Viel**, chef adjoint du SERBHA, responsable de l'unité bâtiment et accessibilité, pour les actes référencés :

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Habitat et construction: E I à E III et E XI à E XVIII ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Sécurité routière et éducation routière : M ;
- Défense : N ;
- Prévention des risques : P.

-Mme **Catherine Schehr**, cheffe adjointe du service économie et agriculture durable (SEAD), pour les actes référencés :

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Environnement – Développement rural : F ;
- Police de l'eau et de la pêche : G à l'exception des conventions conclues entre le parquet, la préfecture, et l'Office français de la biodiversité, relative à la police judiciaire dans le domaine de la pêche et de l'eau ;
- Interventions en matière agricole : H ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Défense : N ;
- Prévention des risques : P.

M. **Alexandre Roux**, chef adjoint du service eau et biodiversité (SEB), et animateur de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) et MIPE, à l'effet de signer les actes référencés :

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Fiscalité : D ;
- Environnement – Développement rural: F ;
- Police de l'eau et de la pêche : G à l'exception des conventions conclues entre le parquet, la préfecture, et l'Office français de la biodiversité, relative à la police judiciaire dans le domaine de la pêche et de l'eau ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Défense : N ;
- Prévention des risques : P.

- M. **Thomas Fagart**, chef adjoint du SAU, à l'effet de signer les actes référencés :

- Administration générale : A I-14, A I. 21 ;
- Aménagement et planification : B II ;
- Application du droit des sols : C I-1-1 à C I-1-5, C I-2-1, C I-3-1, C I-3-2 et C II-2 à C II-3 C-II-5, CIII-1 ;
- Fiscalité : D
- Habitat et construction : E I à E III et E XI à E XVI ;
- Environnement – Développement rural : F ;
- Interventions en matière agricole : H II ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Défense : N.
- Prévention des risques : P.

- **M. Morgan Reynaud**, chef adjoint du service missions transversales (MT), et responsable de l'unité affaires juridiques et contrôle de légalité, pour les actes référencés :

- Administration générale : A I-1 à 11, A I-13 et 14, A I-16, A I-18, AI-21, A II et A III ;
- Aménagement et planification : B III.1, B.III.2 et et B.III.3 ;
- Application du droit des sols : C IV.1, C.IV.2 et et C.V.3.
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Défense : N ;
- Affaires contentieuses : O ;
- Prévention des risques : P.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle VALADE et de Michel DEBRAY, la délégation de signature sera exercée, chacun en ce qui le concerne dans le cadre de leurs attributions respectives, par :

- **M. Jean Marie Renoux**, chef du service sécurité et éducation routière, bâtiment et habitat (SERBHA), Mme **Judith Détourbe**, cheffe du service eau et biodiversité (SEB), M. **Denis Leroux**, chef du service aménagement et urbanisme (SAU), Mme **Maud Lechat-Sahastume**, cheffe du service missions transversales (MT), Mme **Coralie Moulin**, cheffe du service territorial, **Mme Gwladys Bernard**, cheffe du service économie et agriculture durable (SEAD), pour les actes référencés : A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, L, M, N, O et P.

Article 4 : en cas d'absence ou d'empêchement de l'un des subdélégués, la délégation de signature sera exercée par celui qui bénéficiera d'une décision d'intérim.

Article 5 : délégation de signature est donnée selon le tableau annexé (annexe n°1) et, dans le cadre des attributions respectives des services suivants, à :

MISSIONS TRANSVERSALES

- **M. Laurent Bonarek**, responsable de l'unité géomatique, pour les actes référencés :

- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Prévention des risques : P.

SERVICE AMÉNAGEMENT ET URBANISME :

- **Mme Fabienne Delhomme**, responsable de l'unité planification, à l'effet de signer les actes référencés :

- Aménagement et planification : B II ;
- Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5 ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Prévention des risques : P.

- **M. Philippe Coquelin**, responsable de l'unité droit des sols, à l'effet de signer les actes référencés :

- Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5 ainsi que C-I-3-1 et C I-3-2 ;
- Aménagement et planification : B II ;
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Prévention des risques : P.

- **M. Nicolas Lepaon**, responsable de l'unité prévention des risques, à l'effet de signer les actes référencés :

- Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5
- Prévention des risques : P I, P III à P V ;
- Voies d'eau : J.

- M. **Victorien Bon**, responsable de l'unité Aménagement et développement des territoires à l'effet de signer les actes référencés :

- Aménagement et planification : B II ;
- Application du droit des sols : C I-1-2 à C I-1-5 ;
- Interventions en matière agricole : H II ;
- Transports : I II-1 ;
- Voies d'eau : J.

Aux instructeurs de l'application du droit des sols dont les noms suivent :

- Mme **Céline Richard** ;
- Mme **Sylvie Goupil** ;
- Mme **Sylviane Gueranger** ;

à l'effet de signer les actes référencés :

Application du droit des sols : C I-1-2, C I-1-3 et C I-1-4.

SERVICE ÉCONOMIE ET AGRICULTURE DURABLE :

- Mme **Catherine Schehr**, cheffe de l'unité aides agricoles, et adjointe à la cheffe du service à l'effet de signer :

- Interventions en matière agricole : H.

- Mme **Séraphine Henneron**, cheffe de l'unité foncier agricole et GAEC, à l'effet de signer les actes référencés :

- Interventions en matière agricole : H.

- Mme **Anne-Charlotte Le Comte Conrad**, cheffe de l'unité transition climatique et soutien à l'agriculture :

- Interventions en matière agricole : H.

SERVICE EAU ET BIODIVERSITÉ :

- M. **Cyril Demeusy**, chef de l'unité eau, à l'effet de signer les actes référencés :

- Police de l'eau et de la pêche : G I et G II.
- Transports : I ;
- Voies d'eau : J ;
- Prévention des risques : P.

- Mme **Bénédicte Le Guennic**, adjointe au chef de l'unité eau à l'effet de signer les actes référencés :

- Police de l'eau et de la pêche : G I et G II.

- Mme **Noémie Gigout**, cheffe de l'unité forêt, nature et biodiversité, à l'effet de signer les actes référencés :

- Environnement – Développement rural : F IV à F VII.

SERVICE SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRE, BÂTIMENT ET HABITAT :

- Mme **Bénédicte Delamotte**, responsable de l'unité habitat social et renouvellement urbain, à l'effet de signer les actes référencés :

- Habitat et construction : E I à E III et E XI à E XIV.

- Mme **Corinne Gougeon**, responsable de l'unité habitat privé, à l'effet de signer les actes référencés :
 - habitat et construction : E XI
- M. **Patrick Lieau**, chef de l'unité Education routière, à l'effet de signer les actes référencés :
 - Sécurité routière et éducation routière : M.
- M. **Hervé Morvan**, adjoint au chef de l'unité Education routière à l'effet de signer les actes référencés :
 - Sécurité routière et éducation routière : M.
- Mme **Anne-Laure Roucheteau**, cheffe de l'unité sécurité routière et crise, à l'effet de signer :
 - Transports : I ;
 - Défense : N.
 - Affaires contentieuses : O. II dans la stricte limite des actions nécessaires au dépôt de plaintes, sans constitution de partie civile, relatifs aux destructions et détériorations de dispositifs de contrôles routiers
- M. **Frédéric Froger**, agent en charge de l'Ingenierie Sécurité Routière et de la Réglementation de la circulation, à l'effet de signer :
 - Affaires contentieuses : O. II dans la stricte limite des actions nécessaires au dépôt de plaintes, sans constitution de partie civile, relatifs aux destructions et détériorations de dispositifs de contrôles routiers

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des subdélégués, la délégation de signature sera exercée par celui qui bénéficiera d'une décision d'intérim établie par le chef de service.

Article 6 : la signature et les nom et prénom ainsi que la qualité des subdélégués devront être précédés de la mention suivante :

« Pour la préfète et par délégation ».

Article 7 copie de cet arrêté sera adressée à Mme la préfète pour publication au recueil des actes administratifs.

Article 8 : le présent arrêté abroge l'arrêté du 9 janvier 2023 portant subdélégation de signature en matière administrative générale de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation

La directrice départementale
des territoires de la Mayenne

signé

Isabelle VALADE

Annexe à l'arrêté
portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

Actes	Matières	Références à titre indicatif
A	ADMINISTRATION GENERALE	
A I	Gestion des moyens : ensemble des décisions nécessaires à l'organisation et la gestion des moyens en personnels et fonctionnement, et notamment :	
A I.1	Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel	Code général de la fonction publique Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>fonctionnaires</u> : - mi-temps de droit pour raisons familiales ; - exercice des fonctions à temps partiel ; - exercice des fonctions à temps partiel pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.	Décret n° 82-624 du 20/07/1982 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>agents non titulaires de l'État</u> : - travail à temps partiel.	Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> • <u>stagiaires de l'État</u> : - travail à temps partiel.	Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié
A I.2	Octroi des autorisations d'absence	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	autorisation spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical.	Décret n° 82-447 du 28/05/1982
	autorisation spéciales d'absence prévues au chapitre III alinéas 1-1, 1-2, 2-1 et 2-3 de l'instruction n° 7 du 23/03/1950 prise pour l'application du statut de la fonction publique, d'une part, pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Code général des collectivités territoriales Instruction du 23 mars 1950 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence
	autorisation d'absence pour récupérations liées aux horaires variables.	Décret n° 2000-815 du 25/08/2000
	Autorisation spéciales d'absence « enfant malade »	Circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde
	Autorisation d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions	Circulaire du 10 février 2012 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions
	Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent	Article L622-2 code général de la fonction publique
	Autres autorisation spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de la famille proche	Article L622-1 du code général de la fonction publique
A I.3	Octroi des divers congés	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<u>fonctionnaires</u> :	Code général de la fonction publique Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005 Circulaire FP/4 n°1864 du 09/08/95 et loi

<ul style="list-style-type: none"> -congés annuels (dont congés bonifiés); -congés pour maternité ou adoption ; -congés de paternité en cas de naissance ou d'adoption -congé pour naissance d'un enfant ; -congés de formation professionnelle ; -congés pour formation syndicale ; -congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air, légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs ; -congé de solidarité familiale ; -congés de présence parentale ; -Congé de proche aidant -congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle; -congés de représentation ; · Congés des agents candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local ; 	<p>n°84-16 article 34-5° du 11/01/84 Code général de la fonction publique Art. L215-2 du Code de l'action sociale et des familles et Instruction du 23 mars 1950 relative aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence des fonctionnaires Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat. Code général de la fonction publique Article L 3142-54 du code du travail et suivants Code général de la fonction publique (L633-1 et suivants) Code général de la fonction publique (L632-1 et suivants) Code général de la fonction publique (articles L634-1 et suivants) Circulaire du 2 août 2005 relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire art 34 11° de la loi de 1984 Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005 Article L3142-79 à article L3142-88 du Code du travail</p>
<p><u>stagiaires de l'État :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -congés annuels ; -congés pour raisons personnelles ou familiales ; 	<p>Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié Arrêté du 31 mars 2011 modifié</p>
<p><u>agents non titulaires de l'État :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -congés annuels ; -Congés de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail -congés de formation syndicale ; -congés de formation professionnelle ; -congés pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ; · congés pour bilan de compétence -congés pour validation des acquis de l'expérience -congés de représentation -Congés non rémunérés pour raisons familiale ou personnelles · congé maternité -congé paternité -congé accueil de l'enfant ou adoption -congé de solidarité familiale ; -congés de présence parentale ; -congé de proche aidant -Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent -Autres autorisations spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de 	<p>Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié Code général de la fonction publique</p>

	la famille proche	
A I.4	Affectations	
	Supprimé	
	-décisions qui entraînent ou n'entraînent pas un changement de résidence pour les personnels de catégorie C du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (personnel à gestion locale ou déconcentrée).	
A I.5	Réintégration des fonctionnaires, stagiaires, agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine dans les cas suivants :	Arrêté du 31 mars 2011
	au terme d'une période de travail à temps partiel ;	Décret n° 86-442 du 14/03/1986
A I.6	Recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions prévues par les articles 4,6,6 quater, 6 quinquies, 6 sexies et 7 bis de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, pour les contrats d'une durée inférieure ou égale à trois ans et leurs avenants qui respectent les référentiels de rémunération mis en œuvre dans le cadre des arrêtés ministériels pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Licenciement durant la période d'essai pour les contrats mentionnés au même item A.I.6 Autorisation de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge pour les contrats mentionnés au même item A.I.6.	Articles L. 332-2,L. 332-3,L. 332-6, L. 332-7,L. 332-22, L. 332-28 et L. 332-24, L. 332-25, L. 332-26 et L. 332-28 du code général de la fonction publique Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles
A I.7	Intérim décision chargeant de l'intérim les fonctionnaires de catégorie B et les fonctionnaires de catégorie A dans la limite où cet intérim doit être assuré en sus des fonctions normales de l'agent, c'est-à-dire : sans modification de son affectation organique principale ; dans la mesure où il concerne un poste effectivement vacant à l'organigramme.	
A I.8	Corps des dessinateurs, des agents administratifs et des adjoints administratifs du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ensemble des décisions de recrutement et de gestion à l'exception des décisions suivantes : -établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes ; -octroi des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur ; -détachement lorsque celui-ci doit être prononcé par arrêté interministériel ou après l'accord d'un ou de plusieurs ministres ; -mise en position hors cadres et mise à disposition ; -recrutement sur contrat de travailleurs handicapés (loi n° 87-517 du 10/07/1987).	Arrêté du 04/04/1990 Décret n°2006-1760 du 23 décembre 2006 Décret n° 70-606 du 02/07/1970 modifié
A I.9	supprimé	
A I.10	Nomination et gestion des agents d'exploitation des TPE et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE (routes/bases aériennes)	Décret n° 91-393 du 25/04/1991 modifié
A I.11	Supprimé	
A I.12	Décisions prononçant, en matière disciplinaire, les sanctions des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} groupes et pour insuffisance professionnelle en ce qui concerne les personnels à gestion déconcentrée	Code général de la fonction publique
A I.13	Décisions prononçant la cessation progressive d'activité des fonctionnaires à gestion déconcentrée	Décret n° 95-179 du 20/02/1995 Loi n° 2003-775 du 21/08/2003
A I.14	Ordres de missions	

	<ul style="list-style-type: none"> -ordres de missions internationaux. -ordres de missions sur le territoire national : <ul style="list-style-type: none"> -pour la participation à des actions de formation ; -pour l'exercice des autres activités du service. 	<p>Décret n° 86-416 du 12/03/1986</p> <p>Décret n° 90-437 du 28/05/1990</p>
A I.15	<p>Attribution et gestion des postes relevant de la nouvelle bonification indiciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -décisions prononçant les emplois éligibles à la NBI et le nombre de points attribués à chacun d'eux. -décisions individuelles portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés dans l'arrêté déterminant les postes éligibles. 	<p>Décrets n° 2001-1161 et n° 2001-1162 du 07/12/2001</p> <p>Arrêtés du 07/12/2001</p>
A I.16	<p>Constatation et liquidation des droits des victimes d'accidents de travail</p>	<p>Loi n° 46-2426 du 30/10/1946</p> <p>Décret n° 72-154 du 24/02/1972 modifié</p>
A I.17	<p>Décisions individuelles relatives au maintien dans l'emploi en cas d'exercice du droit de grève</p>	<p>Loi n° 63-777 du 31/07/1963</p> <p>Circulaire du 03/03/1965</p> <p>Note du ministère de l'environnement et du cadre de vie du 26/01/1981</p>
A I.18	<p>Mise à disposition des fonctionnaires et agents non-titulaires</p> <p>mise à disposition de droit des fonctionnaires et des agents non-titulaires de l'État, à titre individuel, pour les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales.</p>	<p>Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, article 105</p> <p>Loi n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 2006-666 du 06/06/2006</p>
A I.19	<p>Décision prononçant le détachement sans limitation de durée</p> <p>décision prononçant le détachement sans limitation de durée des fonctionnaires de l'État auprès d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.</p>	<p>Décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'État en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 2 (1°)</p> <p>Arrêté du 16 mars 2007 portant déconcentration des actes de détachement sans limitation de durée</p>
A I.20	<p>Supprimé</p>	
A I. 21	<p>Autorisation d'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité</p>	<p>Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique</p>
A.II	<p>Gestion du patrimoine : les actes de gestion du patrimoine mobilier et immobilier des services, délégation pour signature des pièces relatives à l'engagement de l'État</p>	
A III	<p>Affaires foncières</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> -tous les actes incombant à l'expropriant, dans le cadre de la mise en œuvre et de la poursuite de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains au profit de l'État, à l'exclusion des arrêtés d'ouverture de l'enquête, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité ou de création de servitude. 	<p>Code de l'expropriation pour utilité publique</p>
B	<p>AMÉNAGEMENT ET PLANIFICATION</p>	
B I	<p>Documents de planification</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> -porter à connaissance des CC, PLU et SCOT. 	<p>Articles. L.132-2 et R. 132-1 du code de l'urbanisme</p>

B II	Zone d'Aménagement Différé	Articles L. 212-1 à L 212-5 et R 212-1 à R 212-6 du code de l'urbanisme
B II.1	supprimé	
B II.2	Transmission des copies au maire, au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance.	Articles R212-2 et R. 212-2.1 du code de l'urbanisme
B III	Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
B III.1	Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
B III.2	Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	
B III.3	Accusé de réception, par tous moyens, des documents d'urbanisme transmis au contrôle de légalité	
C	APPLICATION DU DROIT DES SOLS	
C I	Autorisations d'urbanisme : (dont lotissements pour les permis d'aménager et les déclarations préalables)	
C I.1	<p>Permis de construire, d'aménager ou de démolir, et déclaration préalable, dans le cas d'une « compétence préfet », c'est-à-dire dans les cas listés à l'article R 422-2:</p> <p>« Le préfet est compétent pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans les communes visées au b de l'article L. 422-1 et dans les cas prévus par l'article L. 422-2 dans les hypothèses suivantes :</p> <p>-a) Pour les projets réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires ;</p> <p>-b) Pour les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie lorsque cette énergie n'est pas destinée, principalement, à une utilisation directe par le demandeur ;</p> <p>-c) Pour les installations nucléaires de base ;</p> <p>-d) Pour les travaux qui sont soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation par le ministre chargé de la protection de la nature ou par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés.</p> <p>-e) En cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R.423-16 ;</p> <p>-f) Pour les ouvrages, constructions ou installations mentionnées à l'article L. 2124-18 du code général de la propriété des personnes publiques ;</p> <p>-g) Pour les constructions à usage de logement situées dans les secteurs arrêtés par le préfet en application du deuxième alinéa de l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;</p> <p>Le préfet peut déléguer sa signature au responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction ou à ses subordonnés, sauf dans le cas prévu au e ci-dessus ;</p> <p>NOTA : conformément à l'article 8 du décret n°2015-482 du 27 avril 2015, les dispositions de l'article R. 422-2, dans leur rédaction résultant du 8° de l'article 4 du présent décret, ne s'appliquent qu'aux demandes d'autorisation déposées à compter du 1^{er} juillet 2015 »</p> <p><i>nota 1: En cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R. 423-16 (le directeur départemental des territoires), le préfet est seul compétent. Il ne peut pas déléguer sa signature au responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction ou à ses subordonnés.</i></p>	<p>Articles L. 422-1 et L. 422-2 du code de l'urbanisme</p> <p>Articles R. 422-1 et R. 422-2 du code de l'urbanisme</p>
C I.1-1	décisions sur permis de construire, d'aménager ou de démolir, et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans le cas d'une « compétence préfet ».	
C I.1-2	demande de pièces complémentaires.	Article R. 423-38 du code de l'urbanisme

C I-1-3	-notification de majoration des délais d'instruction d'un permis.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I-1-4	-modification de la date limite fixée pour la décision.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I-1-5	-délivrance du certificat d'urbanisme ou de permis de construire tacite ou de non- opposition à déclaration préalable.	Article R. 424-13 du code de l'urbanisme
C I-2	Certificat d'urbanisme , dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C I-2-1	-délivrance du certificat d'urbanisme .	Article R. 410-11 du code de l'urbanisme Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3	Achèvement de travaux , dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3-1	-décision de contestation de conformité de travaux.	Article R. 462-6 du code de l'urbanisme
C I-3-2	-mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre en conformité les travaux avec l'autorisation accordée.	Article R. 462-9 du code de l'urbanisme
C II	• Divers dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C II-1	-Décision pour les immeubles de grande hauteur au sens de l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation dans les conditions prévues à l'article R. 425-14 du code de l'urbanisme	Articles L. 425-2 et R. 425-14 du code de l'urbanisme
C II-2	-Décision lorsqu'il est imposé au constructeur le paiement de la participation prévue à l'article L. 332-6 ou au lotisseur l'obligation de participer financièrement aux dépenses d'équipements publics au titre de l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme	Articles L. 332-6, L. 332-6-1, L.332-8, L. 332-15 et L. 424-6 du code de l'urbanisme.
C II-3	-Décision dans les cas prévus à l'article R. 421-38.8 du code de l'urbanisme si tous les avis sont concordants, sauf si la construction se trouve à l'intérieur d'un site inscrit	Article R. 422-2 d) du code de l'urbanisme
C II-4	-Décision de sursis à statuer sur les demandes d'autorisations d'urbanisme pour l'exécution de travaux publics	Articles L. 132-2 et R 132-1 du code de l'urbanisme
C II-5	-Attestation de non-retrait et de non-recours concernant les autorisations d'urbanisme délivrées par l'État concernant les installations de production d'énergie renouvelable	
C III	-Avis conformes	
C III-1	-Avis conforme du préfet sur les demandes de permis ou les déclarations préalables postérieures à une annulation par voie juridictionnelle ou à une abrogation d'une carte communale, d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ou à une constatation de leur illégalité par la juridiction administrative ou l'autorité compétente et lorsque cette décision n'a pas pour effet de remettre en vigueur un document d'urbanisme antérieur	Article L.422-6 du code de l'urbanisme
C IV	-Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
C IV.1	-Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
C IV.2	-Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	
C IV.3	-Accusé de réception, par tous moyens, des actes transmis au contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
D	FISCALITÉ	
	-La délivrance de certificats portant sur l'exonération des droits de mutation à titre gratuit et l'impôt de solidarité sur la fortune	Articles 793 et 885 H du code général des impôts

E	HABITAT-CONSTRUCTION	
E I.	<i>-Prime de déménagement et de réinstallation</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E II	<i>-Liquidation et mandatement des primes complémentaires de déménagement</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E III	<i>-Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'État en cas de défaillance du bénéficiaire</i>	Article L. 641-8 du code de la construction et de l'habitation
E IV	<i>-Autorisation de transformation et changement d'usage des locaux</i>	Articles L. 631-7 et R. 631-4 du code de la construction et de l'habitation
E V	<i>-Décision de maintien et de transfert des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-59 du code de la construction et de l'habitation
E VI	<i>-Décision d'annulation des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
E VII	<i>-Décision favorable à l'octroi des subventions et prêts relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-6 du code de la construction et de l'habitation
E VIII	<i>-Décision de subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux</i>	Article D. 323-5 du code de la construction et de l'habitation
E IX	<i>-Décision d'annulation de la décision favorable à l'octroi de subvention ou de prêt relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-7 du code de la construction et de l'habitation
E X	<i>-Autorisation de financement complémentaire pour les organismes HLM (constructions neuves et PALULOS)</i>	
E XI	<i>-Signature des conventions conclues entre l'État et le propriétaire bailleur en application des articles L.831-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation</i>	article L.831-1 et s. du code de la construction et de l'habitation
E XII	<i>-Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de subventions et de prêts relatifs au logement locatif social</i>	art D331-7 du code de construction et l'habitation
E XIII	<i>-Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	R. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
E XIV	<i>-Autorisation de location dans le cadre d'un prêt relatif à l'accession à la propriété en cas de cessation d'occupation due à des raisons professionnelles ou familiales pour un bail de 6 ans ou le renouvellement d'un bail de 3 ans.</i>	Article R. 331-41(1°) du code de la construction et de l'habitation
EXV	<i>-Signature des courriers relatifs au contrôle du respect des règles de construction</i>	Article L.151-1 du code de la construction et de l'habitation
E XVI	<i>-Accessibilité :</i> <i>-dérogations accordées pour non respect des règles d'accessibilité des établissements recevant du public, des logements et de la voirie et espace public ;</i> <i>-approbation d'Agendas d'accessibilité programmée (Ad'aP) ainsi que toutes pièces liées à leur instruction, suivi et contrôle ;</i>	Article R.111-18 et suivants et article R.111-19 et suivants du code de la construction et de l'habitation décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics
E XVII	<i>-Cession de logements sociaux :</i> <i>-Autorisation de vente des logements sociaux</i>	Articles L.443-7 à L443-15-5 et R.443-10 à R.443-17-1 du code de la construction et de l'habitation
F	ENVIRONNEMENT – DÉVELOPPEMENT RURAL	
F I	<i>-Développement rural</i>	

	-supprimé	
F II	Aménagement foncier (abrogé)	
F III	Mise en valeur des terres incultes	
	-arrêtés de constatation de la renonciation ou de la non mise en culture dans les délais prescrits ; -décisions de mise en demeure des propriétaires.	Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime
F IV	Forêt	
	-fixation des seuils de surface en matière de reconstitution après coupe rase ; -fixation du seuil de surface en matière de coupe dans les forêts ne présentant pas une des garanties de gestion durable mentionnées à l'article L.124-1 à L.124-3 du code forestier ; -fixation de la surface minimum à partir de laquelle une propriété forestière doit être gérée conformément à un plan simple de gestion agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF); -fixation des seuils en matière de défrichement ; -- décisions d'autorisation en matière de défrichement : -- des bois et forêts de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour les opérations qui portent sur des superficies inférieures à un hectare ; -- portant sur des terrains forestiers de particuliers (y compris ceux parcourus en tout ou partie par un incendie, durant les quinze dernières années précédant l'année de la demande) ; -décisions ordonnant la remise en nature de bois d'un terrain en cas de défrichement illicite ; -autorisations d'incorporation au domaine forestier de biens vacants et sans maîtres en nature de bois et forêts attribués à l'État ; -distractions du régime forestier des terrains de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour des superficies inférieures à un hectare ; -refus opposés aux demandes de la majorité des assemblées représentatives des membres d'un groupement syndical forestier sollicitant qu'un décret prononce la dissolution du groupement avant l'expiration du temps pour lequel il a été formé ; -décisions refusant à une association syndicale de gestion forestière l'adhésion à une société coopérative ; -décisions relatives au règlement d'exploitation dans les forêts de protection ; -décisions concernant les coupes dans les forêts soumises au régime spécial d'autorisation administrative (RSAA) ; -les décisions portant protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignements ;	Article L.124-6 du code forestier Article L.124-5 du code forestier Article R.312-1 du code forestier Article L.342-1 du code forestier et suivant Article L214-13 du code forestier Article L 341-1 et suivants du code forestier Article L 341-1 et suivants du code forestier Article L 341-9 du code forestier article 1123-1 du CG3P et suivant Instruction technique DGPE/SDFCB/2015-1044 Circulaire du 03/04/2003 DGFAR/SDFB/ C2003-5002 Article L233-8 du code forestier Article L337-7 du code forestier Article D332-12 du code forestier article L332-4 du code forestier Arrêté du 18 juin 1973 instituant un régime spécial d'autorisation administrative des coupes de bois en forêt privé Article R-126-36 CRPM
F V	Espèces protégées et Natura 2000	
	-subventions du budget de l'État pour les contrats Natura 2000 et pour les conventions de financement de l'animation des sites Natura 2000 (propositions d'engagement et de désengagement comptable et juridique, proposition de paiement, refus, annulation, modification, transfert, notification etc) ; -Tous actes ou correspondances relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000 -décisions portant autorisation à titre dérogatoire de transfert d'espèces, de destruction d'espèces protégées et/ou de leur habitat ; -décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ; -actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine des espèces protégées et de Natura 2000 ; -Décisions relatives à la capture et au relâcher d'espèces	circulaire DNP SDEN n°2004-3 du 24 décembre 2004 articles L. 414.1 à L. 414.7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement Article R411-6, et Article L411-2 du code de l'environnement Code de l'environnement Article L173-12 du code de l'environnement Articles L411-1 et suivants du code

	<p>-arrêtés autorisant la limitation des grands cormorans ;</p> <p>-arrêté fixant la liste des secteurs dans lesquels la présence de la loutre d'Europe et du castor d'Eurasie est avérée.</p>	<p>de l'environnement</p> <p><i>Arrêté du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans</i></p> <p><i>Arrêté du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain</i></p>
F VI	Chasse et faune sauvage	
	<p>-arrêtés généraux, décisions individuelles d'attribution ou de refus, notifications des plans de chasse ;</p> <p>.</p> <p>-autorisations de chasse en périodes complémentaires</p> <p>-arrêtés relatifs aux battues administratives et chasses particulières ;</p> <p>-arrêtés de lâchés et de reprises de gibier vivant ;</p> <p>-agréments des piégeurs ;</p> <p>-autorisations individuelles de l'utilisation des collets ;</p> <p>-autorisations de destruction à tir d'espèces nuisibles y compris dans les réserves ;</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>-autorisations de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol ;</p> <p>-autorisations de destruction des animaux pouvant causer des atteintes graves à la sécurité aérienne dans les lieux où elle est menacée ;</p> <p>-attestation de meutes pour le déterrage et la courre ;</p> <p>-arrêtés autorisant l'ouverture d'établissement d'élevage de gibier, de vente</p>	<p>Arrêté du 11 février 2020 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier</p> <p>Art. R. 424-8 code de l'environnement</p> <p>Article L. 425-6 du code de l'environnement</p> <p>Article L. 427-6 du code de l'environnement</p> <p>Articles R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement</p> <p>Circulaire du 17 mai 2005 relative à la détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol</p> <p>Article R427-5</p>

	<p>ou de transit dont la chasse est autorisée ;</p> <p>-arrêts délivrant le certificat de capacité d'élevage des gibiers dont la chasse est autorisée ;</p> <p>-arrêts concernant l'entraînement de chiens ;</p> <p>-fêtes de la chasse avec démonstration de chasse sous terre ou de chasse au chien d'arrêt ;</p> <p>-organisations de " field-trials " ou d'épreuves de chasse pour chiens courants ou concours de chasse sous terre ;</p> <p>-arrêts relatifs à la capture définitive de gibier mort à des fins scientifiques ;</p> <p>-autorisations de capture de gibier dans les réserves de chasse et de faune sauvage ;</p> <p>-autorisations de transport et d'exposition d'espèces protégées naturalisées ;</p> <p>-arrêts autorisant l'emploi des sources lumineuses pour les comptages de gibier ;</p> <p>-livrets journaliers des gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) ;</p> <p>-arrêts fixant les dates annuelles d'ouverture et de fermetures des colombiers.</p> <p>-décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ;</p> <p>-actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage.</p> <p>-Décisions de capture, prélèvement, garde destruction de spécimens d'espèces mentionnées aux articles L. 411-5 ou L. 411-6 du code de l'environnement</p> <p>-arrêts fixant le barème départemental d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures ;</p>	<p>Arrêté du 18 mars 1982 relatif à l'exercice de la vénerie</p> <p>Arrêté du 12 décembre 2000 fixant les diplômes et les conditions d'expérience professionnelle requis par l'article R. 413-5 du code de l'environnement pour la délivrance du certificat de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques</p> <p>Arrêté du 21 janvier 2005 fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse.</p> <p>Article R. 421-23 du code de l'environnement</p> <p>Titre VII du livre I du code de l'environnement</p> <p>Article L173-12 du code de l'environnement</p> <p>Articles L411-5, L411-6, L411-8, R411-46 et R411-47 du code de l'environnement</p>
F VII	Protection des végétaux	
	<p>-arrêts relatifs à la lutte contre les ennemis des cultures ;</p> <p>-agrément des groupements de défense contre les ennemis des cultures ;</p> <p>-agrément annuel des entreprises de fumigation.</p>	<p>Arrêté du 30 juillet 1970 lutte obligatoire contre les ennemis des cultures</p> <p>Arrêté du 4 août 1986 relatif aux conditions générales d'emploi de certains fumigants en agriculture et dispositions particulières visant le bromure de méthyle, le phosphore d'hydrogène et l'acide cyanhydrique</p>
G	POLICE DE L'EAU ET DE LA PÊCHE	
G I	Police de l'eau	
	<p>-Instruction des dossiers relatifs aux aménagements connexes liés aux actes d'aménagement foncier rural</p> <p>-Déclaration, déclaration d'existence, et modification : - réception des demandes, instruction et délivrance des récépissés, de déclaration, des déclarations d'existence, des demandes de modification de déclaration au titre de la police de l'eau ; - prescriptions particulières pouvant être imposées au déclarant et opposition à déclaration ; - délivrance des actes de déclaration et des déclarations de cessation définitive ou temporaire d'exploitations soumises à autorisation ou déclaration.</p>	<p>Art. R.121-29 du code rural et de la pêche maritime</p> <p>Art. L.214-1 à L.214-11, R.214-32 à R.214-40, R.214-53 du code de l'environnement</p>

<p>Autorisation pour les ouvrages, travaux et activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception, instruction des demandes d'autorisation au titre de la police de l'eau dans sa phase préalable à la procédure d'enquête publique, ainsi que réception et instruction des demandes d'autorisation temporaire, déclaration d'existence soumises au régime de l'autorisation - prolongation de l'instruction préalable à l'enquête publique des demandes d'autorisation pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation - prolongation du délai pour prendre une décision à l'issue de la transmission du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pour les projets soumis à autorisation - notification du projet d'arrêté 	<p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 (autorisation unique)</p> <p>Pour les dossiers déposés entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2017 (au choix du pétitionnaire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation classique loi sur l'eau) - soit les articles L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation environnementale) <p>Pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} juillet 2017 :</p> <p>Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants et R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)</p>
<p>Délivrance de l'arrêté d'autorisation pour les installations, ouvrages travaux dont la demande n'est pas examinée en CODERST (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques)</p>	<p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 (autorisation unique)</p> <p>Pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} mars 2017 :</p> <p>Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, Art. D.181-15-1 et suivants, R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)</p>
<p>Prescriptions complémentaires, modification, renouvellement d'autorisation, transfert de bénéficiaire</p>	<p>Art. R.181-45 à R.181-49 code de l'environnement</p>
<p>Réception et instruction des demandes de déclaration d'intérêt général au titre de la police de l'eau, à l'exception de la phase d'enquête publique</p>	<p>Art. L.211-7, R.214-88, R.214-91, R.214-99, R.214-101 et R.214-102 du code de l'environnement</p>
<p>Édiction des arrêtés de mesures d'urgence en cas d'accident, d'incident ou de pollution des eaux, notamment dans les cours d'eau non domaniaux</p>	<p>Art. L. 211-5, L.215-7 et R.214-44 du code de l'environnement</p>
<p>Délivrance, retrait, modification, des agréments des vidangeurs de l'assainissement non collectif et suivi de leur activité.</p>	<p>Arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté ministériel du 3 décembre 2010</p>
<p>Décisions relatives à la cartographie des cours d'eau</p>	<p>Art. L.215-7-1 du code de l'environnement</p>
<p>Décisions relatives à la continuité écologique</p>	<p>Art. L.214-17 du code de</p>

	Décisions relatives aux droits d'eau	l'environnement Art. L.214-6 du code de l'environnement
	Actes relatifs aux conventions conclues entre le parquet la préfecture, l'OFB relatifs à la police judiciaire dans le domaine de l'eau	Protocole d'accord relatif au traitement des atteintes à l'environnement du 9 mars 2016
	Actes relatifs aux mesures de police administrative (rapports de constatations, mises en demeure)	Art. L.171-1 à L.171-12 du code de l'environnement.
	Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques	Art. L.173-12 du code de l'environnement
	Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques	Art. L.205-10 et suivant et R.205-3 du code rural
	Décisions individuelles prises en application des articles R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement et des arrêtés préfectoraux pris en application de ces articles (programmes d'action, résorption)	Art. R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement
	Décisions de restriction et d'interdiction de certains usages de l'eau pris en application de l'arrêté cadre relatif à la limitation des usages de l'eau en période d'étiage ainsi que les dérogations s'y référant	Art. R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement
G II	Police de la pêche	
G II.1	Organisation des pêcheurs	
	-a) agrément et retrait d'agrément des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)	Art. L.434-3, R.434-26 du code de l'environnement
	-b) agrément de l'élection du président et du trésorier des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)	Art. L.434-3, R.434-27 du code de l'environnement
	-c) agrément des statuts et modifications statutaires de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAAPPMA), des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementales agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)	Art. L.434-4, R.434-26 et R.434-29 du code de l'environnement
	-d) élection du conseil d'administration de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAPPMA)	Art. L.434-4, R.434-32, R.434-32-1 et R.434-32-2 du code de l'environnement
G II.2	Conditions d'exercice du droit de pêche	
	- a) autorisation de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques, écologiques, notamment pour en permettre le sauvetage, le dénombrement, la reproduction, favoriser le repeuplement et remédier aux déséquilibres biologiques	Art. L.436-9 du code de l'environnement
	-b) autorisation d'introduction d'espèces non représentées dans les eaux libres	Art. L.432-10, R.432-5 à R.432-8 du code de l'environnement
	-c) décisions relatives aux conditions d'exercice et périodes d'ouverture de la pêche :	Art. L.436-5 et R. 436-6 à R. 436-79 du code de l'environnement
	-- concours de pêche dans les cours d'eau	-Art. R.436-22 du code de l'environnement
	-- pêche en dérogation aux heures d'interdiction (carpe de nuit) (demande ponctuelle)	-Art. R.436-14 du code de l'environnement
	-- dérogation à la taille minimale des poissons et écrevisses (demande ponctuelle)	- Art. R.436-19 du code de l'environnement
	-- interdictions permanentes et réserves de pêche	- Art. R.436-69 à R.436-72, Art. R.436-73 et R.436-74 du code de l'environnement
	-- rétrocession des droits de pêche	-Art. L.435-5, R.435-38 du code de l'environnement
	-- décisions relatives à la pêche de l'anguille	
	-- décisions relatives aux procédés et modes de pêche	

	<p>-d) actes relatif au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles</p> <p>-e) classement des cours d'eau en catégories piscicoles</p> <p>-f) mesures particulières de protection du patrimoine piscicole</p>	<p>-Art. R. 436-65-3 à R.436-65-6 du code de l'environnement</p> <p>-Art. R.436-23 à R. 436-35 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.433-4 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.436-5 et R.436-43 du code de l'environnement</p> <p>Art. R 436-8 du code de l'environnement</p>
G II.3	Piscicultures	
	<p>-a) autorisations de piscicultures (police de la pêche)</p> <p>-b) classement en catégories piscicoles (1^{ère} et 2^{ème} catégorie)</p>	<p>Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-1 à R.431-6 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-3 du code de l'environnement</p>
H	INTERVENTION EN MATIÈRE AGRICOLE	
HI	Décisions et arrêtés pris en application de textes communautaires (règlements) et nationaux	
H I.1	Productions végétales	
	<p>-organisations communes de marché des céréales, des oléagineux, et des protéagineux ;</p> <p>-prime aux protéagineux ;</p> <p>-organisations communes de marché des fruits et légumes frais et transformés de la floriculture et du tabac ;</p> <p>-paiement à la surface pour les fruits à coques ;</p> <p>-mesures spécifiques en faveur des légumineuses à grain ; mesures pour le lin non textile;</p> <p>-aide aux cultures énergétiques.</p> <p>-aide à la production de blé dur ;</p> <p>-aide à la production de fruits destinés à la transformation ;</p> <p>-aide à la production de pomme de terre féculières ;</p> <p>-aide à la production de chanvre ;</p> <p>-aide à la production de houblon ;</p> <p>-aide à la production de semences de graminées ;</p> <p>-aide à la production de légumineuses fourragères ;</p> <p>-aide à la production de soja ;</p> <p>-aide à la production de protéagineux ;</p> <p>-aide à la production de légumineuses fourragères destinées à la déshydratation ;</p> <p>-aide à la production de semences de légumineuses fourragères ;</p>	
H I.2	Productions animales	
	<p>-organisations communes de marché du lait et des produits laitiers (maîtrise de la production de lait) ;</p> <p>-organisations communes de marché de la viande bovine ; des viandes ovines et caprines ; de la viande porcine ; de l'aviculture ;</p> <p>-organisations communes de marché de l'apiculture ;</p> <p>-primes spéciales en faveur des producteurs de viande bovine ; prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (décisions et arrêtés) ; prime à la</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> brebis et à la chèvre ; -aides bovines allaitantes ; -aides bovines laitières ; -aides aux veaux sous la mère et aux veaux issus de l'agriculture biologique ; -aides ovines ; -aides caprines ; 	
H I.3	-Paiements non couplés à la production	
	<ul style="list-style-type: none"> -droit à paiement de base ; -paiement vert ; -paiement redistributif ; -paiement jeune agriculteur ; 	
H I.4	-Mesures communes	
	<ul style="list-style-type: none"> -systèmes intégrés de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ; -notifications du taux de réduction des aides et de pénalités ; -notifications du taux de réduction des aides et de pénalités en application de la conditionnalité des aides ; -décisions et arrêtés, concernant les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ; -décisions et arrêtés en matière de droits à paiement unique, notamment les actes, décisions et documents pris en application de l'article D. 615-65 du code rural. 	
H I.5	-Mesures agro-environnementales :	
	<ul style="list-style-type: none"> -prime au maintien des systèmes d'élevages extensifs. 	
H I.6	-Énergies renouvelables	
	<ul style="list-style-type: none"> -Attestations répondant aux conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil. 	<p>Arrêté du 16 mars 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000</p>
H II	<i>Décisions (attribution, refus, annulation, déchéance) prises en application du plan de développement rural national (PDRR) et du plan de développement rural hexagonal (PDRH) et du plan de développement rural régional (PDRR) au titre des règlements européens du développement rural (RDR1, RDR2 et RDR3).</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> -agrément et retraits d'agrément pour la dotation jeunes agriculteurs ; -aides liées aux stages de parrainage des jeunes agriculteurs ; -décisions liées au programme pour l'installation et le développement des initiatives locales ; -décisions relatives au « Stage 6 mois », préparatoire à l'installation ; -financements des prêts bonifiés agricoles, plans d'amélioration matérielle, plans d'investissements ; -labellisation et agrément, annulation de labellisation et d'agrément des structures organismes prévus dans le cadre du dispositif « plan de professionnalisation personnalisé », décisions individuelles relatives au « plan de professionnalisation personnalisé » ; -les décisions, rapports d'instruction, contrats relatifs aux contrats territoriaux d'exploitation, aux contrats d'agriculture durable et aux autres contrats et 	

	<p>mesures agro-environnementales et mesures agro-environnementales et climatiques;</p> <ul style="list-style-type: none"> -prétraite agricole ; -cumul activité agricole-retraite ; -aides à l'investissement des entreprises de transformation des produits agro-alimentaires ; -Prime Herbagère Agro-Environnementale (décisions et arrêtés) ; -décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage, dans le cadre du cofinancement communautaire et national ; -décisions relatives au plan végétal pour l'environnement ; -décisions relatives au plan de performance énergétique ; -décisions relatives au plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles -décisions relatives à l'amélioration de la compétitivité des secteurs agricoles et sylvicoles liée à la transformation à la ferme des produits de la ferme : <ul style="list-style-type: none"> --décisions relatives aux travaux de reboisement --décisions relatives à la desserte forestière · décisions relatives à l'amélioration de la qualité de la vie en milieu rural et en faveur de la diversification de l'économie rurale. -diversification vers des activités non agricoles ; <ul style="list-style-type: none"> · services essentiels pour la population rurale ; · préservation et mise en valeur du patrimoine rural : contrats de gestion Natura 2000 ; -décisions relatives à la mise en œuvre de LEADER ; <ul style="list-style-type: none"> · mise en œuvre des stratégies locales de développement ; · coopération nationale et transnationale (notamment sur le Programme de Développement Rural Hexagonal) ; · fonctionnement du groupe d'action local (GAL). -Aides liées à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à la ferme 	
H III	Quotas laitiers	
	<ul style="list-style-type: none"> -décisions en matière de transferts de références laitières ; -décisions relatives aux sociétés civiles laitières ; -décisions relatives au transfert spécifique de référence laitière sans terre ; -décisions relatives à l'attribution de références laitières supplémentaires ; -décisions relatives aux primes des producteurs s'engageant à cesser l'activité laitière ; -décisions relatives aux regroupements d'ateliers laitiers. 	
H IV	Structures agricoles	
	<ul style="list-style-type: none"> -décisions relatives au contrôle des structures des exploitations agricoles et à la poursuite de l'activité agricole dont notamment : <ul style="list-style-type: none"> -- décisions d'autorisation d'exploiter, -- décisions de refus d'autorisation d'exploiter, -- mises en demeure de cesser d'exploiter ou de régulariser sa situation ; -décisions relatives au statut du fermage ; -décisions relatives à l'attribution des aides liées aux Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF). 	
H V	Gestion d'aides sur financement national	

	<ul style="list-style-type: none"> -décisions administratives et financières relatives aux « agriculteurs en difficulté » ; -décisions relatives à l'indemnité compensatoire à la couverture des sols ; -décisions relatives à l'indemnité compensatoire de contrainte environnement ; -décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage. -décisions relatives au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole et au programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage -aides aux investissements pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) 	
H VI	Calamités agricoles et aides conjoncturelles	
	<ul style="list-style-type: none"> -décisions prises en application de l'arrêté préfectoral de sinistre ouvrant droit à l'octroi de prêts spéciaux ; -décisions prises en application des arrêtés ministériels de reconnaissance au titre des calamités agricoles et portant fixation du pourcentage d'indemnisation ; -décisions relatives à la mise en œuvre de mesures conjoncturelles destinées à soutenir l'activité agricole en cas de difficultés particulières. 	
H VII	Organismes agricoles	
	<ul style="list-style-type: none"> -octroi de dérogations aux conditions de nationalité fixées par l'article R. 524-1 du code rural pour être membre du conseil d'administration d'une société coopérative agricole agréée par le préfet ; -autorisation de répartition entre les associés d'une société coopérative agricole agréée par le préfet du surplus d'actif net après dévolution des réserves indisponibles ; -agrément des sociétés d'intérêt collectif agricole, modifications de l'agrément initial, et retraits d'agrément ; -autorisation de sortie du statut de société d'intérêt collectif agricole (SICA) ; -approbations des dévolutions faites par les SICA à d'autres SICA, coopératives ou unions, établissements ou œuvres d'intérêt général agricole ou rural ; -décisions relatives à l'agrément, au fonctionnement et à la dissolution des structures sociétaires suivantes : groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA), SICA, coopératives si l'agrément relève du niveau départemental ; -agrément des établissements d'élevage (EDE) ; -agrément des directeurs d'établissement d'élevage ; -agrément des programmes départementaux d'identification ; -autorisation d'exploitation des centres d'insémination : production et/ou mise en place de la semence ; -délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur ; -octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination. 	
H VIII	Commissions agricoles, dont CDPENAF	
	<ul style="list-style-type: none"> -arrêtés de modification de la composition des commissions ; -convocation aux réunions de la commission ; -notification du procès verbal de la commission ; -Règlement intérieur de la commission 	

I	-TRANSPORTS	
I I	Exploitation- police de la conservation	
I I.1	-Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation lorsque la voie concernée par l'interdiction ou la restriction de circulation est une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I I.2	-Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une route départementale non classée à grande circulation lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I I.3	-Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une voie communale lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I I.4	-Avis préalable à la réglementation permanente de la circulation concernant toutes restrictions de circulation sur route à grande circulation : -1°) en agglomération ; -2°) hors agglomération : routes départementales ou voies communales.	Articles R. 411-1 et suivants, R. 411-8 et R. 413-3 du code de la route
I I.5	-Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation sur l'Autoroute A 81 lorsque la sécurité de la circulation routière l'exige	Article R. 411-8 du code de la route
I II	Transports routiers pour l'ensemble du réseau (RN - RD - VC)	
I II.1	-Drogations préfectorales à titre temporaire aux interdictions de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes.	Arrêté du 02/03/2015 Décret n° 85-891 du 16/08/1985 modifié
I II.2	-autorisations de circulation des petits trains touristiques.	Arrêté du 02/07/97 modifié Arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs
I II.3	-Autorisation accordée aux véhicules assurant la viabilité hivernale sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne afin d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de P.T.A.C. supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985	Article R. 314-3 du code de la route
I II.4	-Autorisation accordée à tous services d'urgence, de secours et d'intervention du département de la Mayenne d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de PTAC supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985, pour effectuer toutes interventions de secours et d'incendie sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne	Article R. 314-3 du code de la route
I II.5	-Supprimé	
J	-VOIES D'EAU	
J	Police de la navigation	
J I.1	-Modification des règlements particuliers de police de la navigation concernant le département de la Mayenne	Articles L.4241-2 et R.4142-66 du code des transports
J I.2	-Avis à la batellerie (interruption de navigation, réglementation de la navigation)	Règlement général et particulier de police de la navigation
K	-DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE (abrogé)	
	.	
L	-INGENIERIE PUBLIQUE ET ASSISTANCE CONSEIL AUX COLLECTIVITES (abrogé)	

M	-SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET ÉDUCATION ROUTIÈRE	Lettre circulaire du 31-03-03 et circulaire n° 2003-33 du 31-03-03 relatives à la déconcentration de la gestion du service des examens du permis de conduire
M I	Récépissés de dépôt de demande de permis de conduire	Décret n° 2009-1590 du 18/12/2009 relatif à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule à moteur et au permis de conduire Arrêté du 22/12/2009 relatif au livret d'apprentissage
M II	Abrogé	
M III	Gestion des auto-écoles (délivrance d'agrément, renouvellement, retrait)	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
M IV	Délivrance des autorisations d'enseigner	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière
M V	Organisation des élections professionnelles tous les trois ans	Décret n°2009-1182 du 05/10/2009 relatif au Conseil supérieur de l'éducation routière et Arrêté du 31 mai 2010 relatif aux élections pour la désignation des représentants de la profession de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière au conseil supérieur de l'éducation routière
M VI	Abrogé	
M. VII	Attribution du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »	Arrêté du 26 février 2018 portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »
N	-DEFENSE	
	-Procédure de recensement pour les besoins de la défense et de sécurité des entreprises de travaux publics et de bâtiment, de location de matériel de génie civil, des entreprises de transport routier et de leurs moyens. -Délivrance des avis de recensement et avis de radiation.	Article L1338-1 du code de la défense Décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements. Décret n° 2009-1484 du 03/12/2009 relatif aux directions départementales interministérielles circulaire du 03 février 2012
O	-AFFAIRES CONTENTIEUSES	
O I	Représentation de l'État devant le tribunal administratif et les tribunaux répressifs	
O II	Plaintes et avis divers aux tribunaux judiciaires dans les domaines relevant de la compétence de la direction départementale des territoires	
O III	Règlement amiable des dommages matériels causés par l'État à des particuliers	

O IV	Règlement amiable des dommages subis ou causés par l'État en matière d'accident impliquant un véhicule terrestre à moteur	Arrêté du 03/05/2004
O V	Réponse aux recours gracieux contre les décisions visées par la présente délégation	
O VI	Mémoires en défense dans le cadre des contentieux liés aux décisions visées par la présente délégation	
P	-PREVENTION DES RISQUES	
P I	Risques	
	-Droit à l'information sur les risques majeurs	Articles L. 125-2 et R. 125-9 à R. 125-14 du code de l'environnement
	-Dispositions particulières aux terrains de camping et assimilés	Articles R. 125-15 à R. 125-22 du code de l'environnement
	-Information acquéreurs locataires	Articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 du code de l'environnement
	-Plan de prévention des risques technologiques	Articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement
	-Mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs : -- Procédure d'expropriation des biens exposés à un risque naturel majeur -- Fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles L. 561-1 à L. 561-5 et R. 561-1 à R. 561-17 du code de l'environnement
	-Plans de prévention des risques naturels prévisibles	Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 du code de l'environnement
	-Autres mesures de prévention : -- Prévention du risque sismique -- Prévention du risque d'effondrement de cavités souterraines ou de marnières -- Prévention du risque d'inondation -- Communication de données intéressant la sécurité des personnes et des biens	Articles L. 563-1 à L. 563-6 et R. 563-10 à R. 563-20 du code de l'environnement
	-- Schémas de prévention des risques naturels majeurs -- Commission départementale des risques naturels majeurs	Articles L. 565-2 et R. 565-1 à R. 565-7 du code de l'environnement
	-Évaluation et gestion des risques d'inondation	Articles L. 566-1 à L. 566-13 du code de l'environnement
P II	Déchets du BTP	
	-Utilisation déchets inertes à des fins d'aménagement	Articles R. 421-17 et R. 421-23 du code de l'urbanisme
P III	Bruits	
	-Classement sonore	Articles L. 571-10 et R. 571-32 à R. 571-43 du code de l'environnement
	-Résorption des points noirs bruit	Articles D. 571-53 à D. 571-57 du code de l'environnement
	-Lutte contre le bruit des transports aériens	Articles L. 571-11 à L. 571-26 et R. 571-58 à R. 571-90 du code de l'environnement

	·Cartes de bruit et plans de prévention du bruit dans l'environnement	Articles L. 572-1 à L. 572-11 et R. 572-1 à R. 572-11 du code de l'environnement
P IV	Publicité	
	·Affichage extérieur de publicité	Articles L. 581-1 à L. 581-45 et R. 581-1 à R. 581-88 du code de l'environnement et articles R. 418-1 à R. 418-9 du code de la route
P V	Pollution lumineuse	
	·Prévention des nuisances lumineuses	Articles L. 583-1 à L. 583-5 du code de l'environnement

DDT53-secrétariat général affaires juridiques et
contrôle de légalité

53-2023-02-07-00003

20230207 DDT 53 Subdelegation pouvoir
adjudicateur



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires de la Mayenne

Arrêté du 7 février 2023

*portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne, pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur*

**La préfète de la Mayenne,
Chevalière de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la commande publique,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

VU l'arrêté du 27 septembre 2019 portant nomination de M. Michel DEBRAY en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne,

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 10 août 2020 nommant Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne,

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 portant délégation de signature à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur

ARRETE

Article 1^{er}: subdélégation de signature est donnée à **M. Michel Debray**, directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne, à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral 8 mars 2021 susvisé, toute pièce relative à l'exercice des attributions de pouvoir adjudicateur.

Article 2: subdélégation de signature est également donnée dans la limite de leurs compétences et attributions respectives à :

- Mme **Judith Détourbe**, cheffe du service eau et biodiversité ;
- M. **Alexandre Roux**, chef adjoint du service eau et biodiversité et animateur de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) et MIPE ;
- Mme **Gwladys Bernard**, cheffe du service économie et agriculture durable ;
- Mme **Catherine Schehr**, cheffe adjointe du service économie et agriculture durable adjointe;
- M. **Denis Leroux**, chef du service aménagement et urbanisme ;
- M. **Thomas Fagart**, chef adjoint du service aménagement et urbanisme ;
- M. **Jean Marie Renoux**, chef du service sécurité et éducation routière, bâtiment et habitat ;
- M. **David Viel**, chef adjoint de service sécurité et éducation routière, bâtiment et habitat ;

- Mme **Coralie Moulin**, cheffe du service territorial
- M. **Philippe Leroyer**, chef adjoint du service territorial ;
- Mme **Maud Lechat-Sahastume**, cheffe des missions transversales à compter du 1^{er} octobre 2022 ;
- M. **Morgan Reynaud**, chef adjoint des missions transversales.

Article 3 : subdélégation de signature est donnée à l'agent désigné ci-après à l'effet de signer :

- **les transactions effectuées avec une carte achat de niveau 1 pour les achats de proximité de la structure sur le programme 354 :**
 - **dans la limite de 1000 € maximum par transaction à :**
 - Mme **Corinne Peixoto**, assistante de direction ;
 - Mme **Nelly Alain**, assistante du service missions transversales.

Article 4 : la signature, les prénom et nom ainsi que la qualité des subdélégués devront être précédés de la mention suivante :

« Pour la préfète et par délégation ».

Article 5 : copie de cet arrêté sera adressée à Mme la préfète pour publication au recueil des actes administratifs.

Article 6 : l'arrêté du 30 août 2022 portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne, pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

Pour la préfète et par délégation,
La directrice départementale des territoires

signé

Isabelle VALADE

DDT53-secrétariat général affaires juridiques et
contrôle de légalité

53-2023-02-07-00004

20230207 DDT 53 Subdelegation RH



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires de la Mayenne

Arrêté du 7 février 2023

portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne, en matière de gestion du personnel

**La préfète de la Mayenne,
Chevalière de l'ordre national du Mérite**

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie,

VU le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

VU le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

VU l'arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989 relatif à la déconcentration de certains actes de gestion du personnel, notamment son article 4,

VU l'arrêté du 26 janvier 2017 portant application dans les directions départementales interministérielles du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ,

VU l'arrêté du 27 septembre 2019 portant nomination de M. Michel DEBRAY en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne,

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 10 août 2020 nommant Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne,

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 portant délégation générale de signature en matière administrative à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Michel DEBRAY, directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne, à l'effet de signer les décisions individuelles d'autorisation ou de refus d'exercice, par les agents, de leurs missions en télétravail.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à M. Michel DEBRAY, directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne, ainsi qu'aux agents dont les noms sont expressément mentionnés sur la liste annexée à la présente décision, à l'effet de signer pour ce qui concerne les agents placés sous leur autorité hiérarchique, à titre permanent ou dans le cadre d'intérim :

- les autorisations de congés annuels, récupérations de temps de travail et récupérations ;
- les autorisations spéciales d'absence ;
- les récupérations liées aux horaires variables.

Article 3 : la signature et les nom et prénom ainsi que la qualité des subdélégués devront être précédés de la mention suivante :

« Pour la préfète et par délégation ».

Article 4 : copie de cet arrêté sera adressée à Mme la préfète pour publication au recueil des actes administratifs.

Article 5 : le présent arrêté abroge l'arrêté du 9 janvier 2023 portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE en matière de gestion du personnel ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

Pour la préfète et par délégation,
la directrice départementale des territoires

signé

Isabelle VALADE

ANNEXE

*à l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne ,
en matière de gestion du personnel*

Liste nominative des agents ayant délégation de signature à l'effet de signer, pour les agents relevant de leur autorité hiérarchique, à titre permanent ou dans le cadre d'intérim, les autorisations de congés annuels et les autorisations spéciales d'absence visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Chefs de service :

- Mme **Judith Détourbe**, cheffe du service eau et biodiversité (SEB) ;
- **Mme Maud Lechat-Sahastume**, cheffe du service missions transversales (MT) ;
- M. **Denis Leroux**, chef du service aménagement et urbanisme (SAU) ;
- M. **Jean-Marie Renoux**, chef du service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat (SERBHA) ;
- Mme **Coralie Moulin**, cheffe du service territorial (ST) ;
- Mme **Gwladys Bernard**, cheffe du service économie et agriculture durable (SEAD)

Adjoints de chefs de service :

- M. **Thomas Fagart**, chef adjoint du service aménagement et urbanisme (SAU) ;
- Mme **Catherine Schehr**, cheffe adjointe du service économie et agriculture durable (SEAD) ;
- M. **David Viel**, chef adjoint du service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat (SERBHA) ;
- M. **Alexandre Roux**, chef adjoint du service eau et biodiversité (SEB) ;
- M. **Morgan Reynaud**, chef adjoint du service Missions transversales (MT) ;
- M. **Philippe Leroyer**, chef adjoint du service territorial (ST)

Chefs d'unités et adjoints aux chefs d'unité :

•Missions transversales (MT) :

- M. **Marc Elizéon**, chef de l'unité conseil de gestion, de modernisation et d'innovation;
- M. **Laurent Bonarek**, chef de la mission géomatique ;
- M. **Morgan Reynaud**, chef de l'unité affaires juridiques et contrôle de légalité.

•Service aménagement et urbanisme (SAU) :

- Mme **Fabienne Delhomme**, cheffe de l'unité planification.
- M. **Philippe Coquelin**, chef de l'unité droit des sols ;
- M. **Nicolas Lepaon**, chef de l'unité prévention des risques ;
- M. **Victorien Bon**, chef de l'unité aménagement et développement des territoires

•Service eau et biodiversité (SEB) :

- M. **Alexandre Roux**, animateur de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) et MIPE ;
- M. **Cyril Demeusy**, chef de l'unité eau.
- Mme. **Bénédicte Le Guennic**, adjointe au chef de l'unité eau ;
- Mme **Noémie Gigout**, cheffe de l'unité Faune sauvage, Nature et Biodiversité

•Service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat (SERBHA) :

- Mme **Bénédicte Delamotte**, cheffe de l'unité habitat social et renouvellement urbain ;
- Mme **Corinne Gougeon**, chef de l'unité habitat privé ;
- M. **Patrick Lieau**, chef de l'unité éducation routière ;
- M. **David Viel**, chef de l'unité bâtiment et accessibilité ;
- **Mme Anne-Laure Roucheteau**, cheffe de l'unité sécurité routière et crise.

Service économie et agriculture durable (SEAD) :

- Mme **Catherine Schehr**, cheffe de l'unité aides agricoles ;
- Mme **Anne-Charlotte Le Comte Conrad**, cheffe de l'unité transition climatique et soutien à l'agriculture ;
- Mme **Séraphine Henneron**, cheffe de l'unité foncier agricole et GAEC.

DDT53-secrétariat général affaires juridiques et
contrôle de légalité

53-2023-02-07-00002

20230207_DDT_53_Subdelegation_ordonnance
ment



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires de la Mayenne**

Arrêté du 7 février 2023

portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE directrice départementale des territoires de la Mayenne, en matière d'ordonnancement secondaire

**La préfète de la Mayenne,
Chevalière de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, modifiée, relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés locales des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 06 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n° 90-232 du 15 mars 1990, modifié, portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement »,

Vu le décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 10 août 2020 nommant Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne à compter du 24 août 2020,

Vu l'arrêté du 27 septembre 2019 portant nomination de M. Michel DEBRAY en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 portant délégation de signature à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne, en matière d'ordonnancement secondaire,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE :

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions prévues aux articles 5 et 6, subdélégation de signature est donnée à M. Michel Debray, directeur départemental adjoint des territoires, dans les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral du 14 juin 2021 susvisé, pour procéder à l'ordonnancement des recettes et des dépenses, signer les actes et décisions relatifs à l'engagement, d'un montant inférieur à 100 000 euros hors taxes, procéder à la constatation et la certification du service fait, la liquidation (demandes de paiement), ainsi que transcrire dans le progiciel Chorus les actes de dépenses et de recettes.

Subdélégation de signature est donnée pour procéder à l'ordonnancement des recettes et des dépenses et signer les actes et décisions relatifs à l'engagement d'un montant inférieur 50 000 euros hors taxes, ainsi que pour procéder à la constatation et la certification du service fait, à la liquidation (demandes de paiement), et à la retranscription dans le progiciel Chorus des actes de dépenses et de recettes à :

- Mme **Judith Détourbe**, cheffe du service eau et biodiversité ;
- M. **Alexandre Roux**, chef adjoint du service eau et biodiversité ;
- Mme **Gwladys Bernard**, cheffe du service économie et agriculture durable ;
- Mme **Catherine Schehr**, cheffe adjointe du service économie et agriculture durable ;
- M. **Denis Leroux**, chef du service aménagement et urbanisme ;
- M. **Thomas Fagart**, chef adjoint du service aménagement et urbanisme ;
- Mme **Coralie Moulin**, cheffe du service territorial ;
- M. **Philippe Leroyer**, chef adjoint du service territorial.
- M. **Jean Marie Renoux**, chef du service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat ;
- M. **David Viel**, chef adjoint du service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat ;
- Mme **Maud Lechat-Sahastume**, cheffe du service des missions transversales à compter du 1^{er} octobre 2022 ;
- M. **Morgan Reynaud**, chef adjoint des missions transversales.

Article 2 : La subdélégation attribuée aux agents mentionnés à l'article 1^{er} concerne les programmes suivants :

Programme 113 - Paysages, eau et biodiversité

Programme 135 - Urbanisme, territoires, amélioration de l'habitat

Programme 149 - Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture

Programme 181 - Protection de l'environnement et prévention des risques

Programme 203 - Infrastructures et services de transport

Programme 207 - Sécurité et éducation routières

Programme 215 - Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

Programme 217 - Politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durable

Programme 354 - Administration générale et territoriale de l'Etat

Programme 362 - Écologie (plan de relance)

Article 3 : subdélégation de signature est donnée respectivement à :

- Mme **Catherine Livet**, assistante de gestion-comptabilité au sein de l'unité habitat social et renouvellement urbain du service sécurité et éducation routières bâtiment et habitat, afin

de constater le service fait et de donner l'ordre de paiement dans « Chorus Formulaire» pour les dépenses relevant des BOP 113, 135, 149, 181, 203, 207 et 362 ;

- M. Guillaume **Tendron-Francin**, agent de l'unité éducation routière du service sécurité et éducation routières bâtiment et habitat, afin de constater le service fait et de donner l'ordre de paiement dans « Chorus Formulaire» pour les dépenses relevant des BOP 113, 135, 149, 181, 203, 207 et 362 ;

Article 4 : subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les formulaires de demande d'engagements juridiques matérialisés par MAPA, bons ou lettres de commande, devis, protocoles, conventions, accords-cadres, arrêtés attributifs ;
- les formulaires de constatation du service fait :

Programme 135 – Urbanisme, territoires, amélioration de l'habitat :

- Mme Bénédicte Delamotte, responsable de l'unité habitat social et renouvellement urbain ;
- Mme Corinne Gougeon, responsable de l'unité habitat privé

Programme 181 – Protection de l'environnement et prévention des risques :

- M. Nicolas Lepaon, responsable de l'unité prévention des risques.
- M. Christophe Huet, adjoint au responsable d'unité prévention des risques.

Programme 207 – Education et Sécurité routières :

- M. Patrick Lieau, chef de l'unité éducation routière ;
- M. Anne-Laure Roucheteau, cheffe de l'unité sécurité routière et crise.

Article 5 : subdélégation de signature est donnée à **Mme Nelly Alain**, assistante du service missions transversales, et à **Mme Corinne Peixoto**, assistante de direction, à l'effet de signer les transactions effectuées avec une carte achat de niveau 1 pour les achats de proximité de la structure sur le programme 354, et dans la limite de 1000 € maximum par transaction

Article 6 : Demeurent en tout état de cause soumises à la signature du préfet, quel que soit leur montant :

- les décisions de subventions aux collectivités locales et à leurs établissements publics, ainsi que les conventions avec les organismes précités ;
- les décisions de subvention aux lauréats des appels à projets dans le cadre du Plan de relance ainsi que les conventions avec les intéressés.

Article 7 : Nonobstant les seuils définis à la présente subdélégation, les agents subdélégués apprécieront les décisions qui doivent être soumises préalablement à l'ordonnateur secondaire délégué.

Article 8 : La signature, les prénom et nom ainsi que la qualité de l'agent délégué devront être précédées de la mention suivante : « Pour la préfète et par délégation ».

Article 9 : copie de cet arrêté sera adressée à Mme la préfète pour publication au recueil des actes administratifs.

Article 10 : l'arrêté du 3 août 2022 portant subdélégation de signature de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne, en matière d'ordonnancement secondaire, ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogés.

Pour la préfète et par délégation,
La directrice départementale des territoires

signé

Isabelle VALADE

DDT53-service eau et biodiversité-forêt nature
biodiversité

53-2023-02-03-00003

20230203_DDT_53_AP_ARCANGER_suivis_Amp
hibiens_GORRON



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des Territoires
Service eau et biodiversité**

Arrêté du **03 FEV. 2023**

portant autorisation à Monsieur Jean-François ARCANGER
à capturer pour relâcher sur place des spécimens d'espèces protégées d'Amphibiens
sur la commune de GORRON

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le titre Ier du livre IV du code de l'environnement et notamment les articles L. 411-2, R. 411-6 et R. 411-11,

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^e alinéa de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place,

Vu l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 portant délégation générale de signature en matière administrative à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 portant subdélégation générale de signature en matière administrative de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne,

Vu la demande d'autorisation à déroger de Monsieur Jean-François ARCANGER du 17 janvier 2023,

Considérant que les travaux d'inventaires ont pour objectif la rédaction du futur plan de gestion du site Espace Naturel Sensible (ENS) du Petit Bailleul sur la commune de GORRON,

Considérant que Monsieur Jean-François ARCANGER a les compétences requises pour réaliser des opérations d'inventaires d'amphibiens,

Considérant que la dérogation, pour le projet d'inventaires qualitatifs et quantitatifs, ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces d'amphibiens concernées, dans leur aire de répartition naturelle,

Sur proposition de la directrice départementale des territoires,

Cité administrative rue Mac Donald BP 23009 53063 LAVAL CEDEX 9

Tel : 02 43 67 89 70 – Mel : ddt-seb-fnb@mayenne.gouv.fr

T:\071_faune_flore\001_protegees\01_derogations_faune_flore (DEP)\06_Suivis-Etudes\FDC\AP_ARCANGER_amphibiens_2023.odt

ARRETE :

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Monsieur Jean-François ARCANGER, domicilié la Vigueule – 53240 MONTFLOURS, est le bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 2 : Validité de l'autorisation

La présente autorisation est en vigueur jusqu'au 30 avril 2023.

Article 3 : Nature de l'autorisation

L'autorisation est délivrée pour la réalisation d'inventaires qualitatifs et quantitatifs, dans le cadre de la rédaction du futur plan de gestion de l'Espace Naturel Sensible (ENS) du Petit Bailleul situé sur la commune de GORRON.

Article 4 : Territoire

Le territoire concerné par la présente autorisation est :

- Espace Naturel Sensible (ENS) du Petit Bailleul situé sur la commune de GORRON.

Article 5 : Espèces concernées

Sont concernées par les opérations les espèces mentionnées ci-après :

- Crapaud épineux (*Bufo spinosus*) : 5 espèces adultes,
- Crapaud commun (*Bufo bufo*) : 5 espèces adultes,
- Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) : 5 espèces larves,
- Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) : 5 espèces adultes et larves,
- Triton alpestre (*Ichthyosaura alpestris*) : 5 espèces adultes et larves.

Article 6 : Personne en charge des opérations

Monsieur Jean-François ARCANGER, technicien fédération des chasseurs de la Mayenne, est autorisé à procéder aux opérations mentionnées à l'article 3.

Article 7 : Conditions d'intervention

Les interventions sont réalisées selon les modalités mentionnées au dossier joint à la demande de dérogation et les dispositions du présent article :

- les inventaires privilégient la détection auditive ou visuelle, fin février-début mars 2022,
- les inventaires devront avoir lieu du 20 février au 10 mars 2023 et du 3 avril au 28 avril 2023,
- lorsque l'identification le nécessite, la capture est réalisée selon le « Protocole commun de suivi des amphibiens des mares à l'aide d'Amphicaps ». Les spécimens capturés sont remis rapidement à l'eau à l'endroit de la capture après identification,
- pour la prévention des risques de dissémination de la Chytridiomycose lors des opérations de capture et de relâcher, des mesures de précautions sanitaires sont mises en œuvre.

Article 8 : Information

Monsieur Jean-François ARCANGER doit avertir le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, de la date et du lieu des opérations, dans un délai minimum de 48 heures.

Article 9 : Bilan

Monsieur Jean-François ARCANGER transmet, pour le 30 juin 2023, le bilan des opérations réalisées selon les dispositions mentionnées ci-dessous :

- le bilan papier et numérique des opérations à la direction départementale des territoires de la Mayenne,
- les données de faune et de flore collectées ou utilisées (avec leurs métadonnées) dans le cadre de cette opération doivent être versées sur la plateforme régionale du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP).

Les modalités de versement au SINP, des lots de données, sont précisées sur le site internet de la DREAL, à cette adresse :

<http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/acces-au-format-regional-pour-la-transmission-de-r2112.html>

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le maire de la commune de GORRON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Pour le préfet et par délégation,
La cheffe du service eau et biodiversité



Judith DÉTOURBE

Délais et voies de recours :

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

- La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes conformément à l'article R. 514-31 du code de l'environnement. Le délai de recours contentieux est de deux mois pour le demandeur et commence à courir à compter de la notification de la présente décision. Pour les tiers, le délai de recours contentieux est de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par internet sur le site www.telerecours.fr.

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2023-02-06-00044

Rectificatif - arrêté de délégation de signature
DDT72 M.MEYZIE du 6 février 2023



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**
Bureau de la coordination interministérielle
et des politiques publiques

Arrêté du **6** FEV. 2023

portant délégation de signature à Monsieur Bernard MEYZIE,
directeur départemental des territoires de la Sarthe

Mutualisation des missions forestières pour les départements du Maine-et-Loire,
de la Mayenne et de la Sarthe

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code forestier,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code général des impôts,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme GASPARI Marie-Aimée, préfète de la Mayenne,

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 29 octobre 2019, portant nomination dans les directions départementales interministérielles, nommant M. Bernard MEYZIE, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, directeur départemental des territoires de la Sarthe, à compter du 1^{er} novembre 2019,

Vu la convention de gestion du 18 décembre 2019 relative à la mutualisation des missions forestières en région Pays de la Loire,

Considérant que la convention de mutualisation des missions forestières du 18 décembre 2019 prévoit en son article 3 que la signature de certains actes par le service mutualisé se traduit par la mise en place de délégation de signature de la part des préfets de département au directeur ayant autorité sur le service mutualisé,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place cette délégation en rapport avec les missions mutualisées en direction départementale des territoires de la Sarthe,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : délégation de signature est donnée à M. Bernard MEYZIE, directeur départemental des territoires de la Sarthe, à l'effet de signer, au nom de la Préfète de la Mayenne, les actes relatifs aux missions forestières mutualisées dont la liste est annexée au présent arrêté. Ces subdélégations seront adressées à la préfète de la Mayenne pour publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 2 : M. Bernard MEYZIE, directeur départemental des territoires de la Sarthe, peut subdéléguer, sous sa responsabilité sa signature aux agents placés sous son autorité.

Article 3 : la signature, les prénom et nom ainsi que la qualité du chef de service délégataire et des fonctionnaires délégataires devront être précédées, à peine de nullité, de la mention suivante :

« Pour la préfète de la Mayenne et par délégation ».

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de chaque département concerné.

Marie-Aimée GASPARI



Annexe à l'arrêté du 6 février 2023

portant délégation de signature à M. Bernard MEYZIE,
directeur départemental des territoires de la Sarthe,
pour les missions forestières mutualisées

Gestion durable :

- courriers, rapports et avis relatifs à l'instruction de second niveau et au contrôle de mise en œuvre des documents de gestion durable,
- documents relatifs aux contrôles des propriétés placées sous régime d'autorisation administrative (RAA).

Fiscalité forestière :

- instruction des demandes de certificats de gestion durable dans le cadre des mutations à titre gratuit et de l'impôt sur la fortune immobilière,
- demande de bilans décennaux de gestion durable,
- suites de contrôle, rapport administratif et relation avec la direction départementale des finances publiques (DDFIP).

Défrichement :

- accusé de réception, reconnaissance de bois et décision relative aux demandes d'autorisation de défrichement à l'exception de celles présentées dans le cadre de l'autorisation environnementale unique,
- suivi et contrôle des mesures compensatoires ordonnées dans les autorisations de défrichement.

Coupe de bois :

- toute décision relative aux demandes d'autorisation administrative de coupe de bois,
- suivi et contrôle de la reconstitution des peuplements forestiers après coupe rase.

Régime forestier :

- décisions relatives à l'application ou à la distraction du régime forestier,
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et des personnes morales listées à l'article L. 211-1 du code forestier.

Aides :

- toute décision relative à la prime au boisement des terres agricoles (attribution, modification, suppression...),
- suivi et gestion des contrats de prêt en travaux du fonds forestier national (FFN).

Défense et lutte contre les incendies de forêt :

- saisie et validation de la base de données sur les incendies de forêts en France (BDIFF).

Divers :

- actes relatifs au droit de préemption au profit de l'État de parcelle boisée à vendre jouxtant une forêt domaniale,
- actes approuvant les statuts des groupements forestiers pour faire cesser une indivision,
- toute décision relative aux demandes d'autorisation d'inclure les biens accessoires dans un groupement forestier.

Direction départementale des finances
publiques 53

53-2023-02-06-00046

DIRECTION - Délégation de signature en matière
d'ordonnancement secondaire (pôle Pilotage et
Ressources) au 06/02/2023



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Finances publiques de la Mayenne**
24 allée de Cambrai
53014 Laval Cedex



FINANCES PUBLIQUES

Délégation spéciale de signature en matière d'ordonnancement secondaire

Mme Isabelle GUYOT, administratrice des Finances publiques, directrice du pôle Pilotage et ressources, Stratégie, Budget, Immobilier et Logistique de la Direction départementale des Finances publiques de la Mayenne,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des Finances publiques de la Mayenne ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne à compter du 6 février 2023 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2016 portant nomination de M^{me} Isabelle Guyot, administratrice des finances publiques à la direction départementale des finances publiques de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n°53-2023-02-06-00019 du 6 février 2023 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Isabelle GUYOT.

DÉCIDE :

Article 1 : Délégation spéciale est donnée à :

M Jean-Luc LAMORLETTE, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, chef de la division Ressources humaines et Formation professionnelle,

et chef de la division Budget - Immobilier - Logistique par intérim ;

- à effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des Finances publiques de la Mayenne, ainsi que l'ordonnancement de toute recette se rapportant aux attributions et activités du comptable assignataire.

- Recevoir les crédits des programmes suivants :
 - 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local »
 - 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat »

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses, ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

Article 2 : Délégation spéciale est donnée à :

- Mme Lucie BEAUDET-MELOT, inspectrice des Finances publiques - service des Ressources humaines ;
- M. Yann BÉCAM, inspecteur des Finances publiques - service Budget Immobilier Logistique et Assistant de prévention ;
- M. Frédéric LESAGE, inspecteur des Finances publiques - service Budget Immobilier Logistique et Assistant de prévention ;

qui reçoivent pouvoir de signer tous les actes relatifs à la gestion et aux affaires qui se rattachent à leur fonction dans la limite de 8 000€ :

- l'engagement de la dépense (les devis, bons de commande et les reçus) ;
- les demandes d'interventions urgentes ;
- les bordereaux d'envoi, accusés de réception et documents courants du service ;
- les bordereaux d'envoi des contrats de vacataire ;
- les documents relatifs au traitement de la paie, à la gestion des indus de paie et aux tickets restaurant ;

et sans limite si les documents sont visés dans le respect du circuit hiérarchique de validation de la commande dans Chorus-formulaires, l'application PLACE, l'interface SIRHIUS ou par document papier :

- les demandes d'achat ;
- les demandes d'engagement juridique ;
- les certifications / attestations de service-fait ;
- les demandes de paiement ;
- les ordres de payer ;
- les ordres de recettes
- la gestion des indus de paie ;
- frais de déplacements ;
- les procès-verbaux de remise aux Domaines.

Article 3 : Délégation spéciale est donnée à :

- Mme Céline GAINE, contrôleuse des Finances publiques, service des Ressources humaines ;
- Mme Sandrine FERRON, agente des Finances publiques, service des Ressources humaines - Formation professionnelle ;
- Mme Manon DESHAIES, agente des Finances publiques, service des Ressources humaines ;

- Mme Delphine MESLIN, contrôleuse des Finances publiques, service Budget Immobilier Logistique ;
- Mme Béatrice ROUSSEAU, contrôleuse des Finances publiques, service Budget Immobilier Logistique ;
- M Franck GRANDIN, contrôleur des Finances publiques, service Budget Immobilier Logistique ;

qui reçoivent pouvoir de signer tous les actes relatifs à la gestion et aux affaires qui se rattachent à leur fonction, dans la limite de 2 000€ :

- les devis, bons de commande et les reçus ;
- les demandes d'interventions urgentes ;
- les bordereaux d'envoi, accusés de réception et documents courants du service ;
- les bordereaux d'envoi des contrats de vacataire ;
- les procès-verbaux de remise aux Domaines ;
- les documents relatifs au traitement de la paie, à la gestion des indus de paie dans chorus-formulaires et aux tickets restaurant ;

et sans limite si les documents sont visés dans le respect du circuit hiérarchique de validation de la commande dans Chorus-formulaires, l'application PLACE, l'interface SIRHIUS ou par document papier :

- les demandes d'achat ;
- les demandes d'engagement juridique ;
- les certifications / attestations de service-fait ;
- les demandes de paiement ;
- les ordres de payer
- les ordres de recettes
- la gestion des indus de paie ;
- frais de déplacements.

Dans le cadre de l'application Chorus-DT, la validation des frais de déplacement sera assurée par :

- M Jean-Luc LAMORLETTE, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, chef de la division Ressources humaines et Formation professionnelle ;
- Mme Lucie BEAUDET-MELOT, inspectrice des Finances publiques, service des Ressources humaines ;
- Mme Céline GAINE, contrôleuse des Finances publiques, service des Ressources humaines ;
- Mme Sandrine FERRON, agente des Finances publiques, Service des Ressources humaines - Formation professionnelle ;
- Mme Manon DESHAIES, agente des Finances publiques, service des Ressources humaines.

Article 4 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°53-2023-02-06-00019 du 6 février 2023 précise que Mme GUYOT peut, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité dans les conditions prévues par l'article 44 du décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004.

Article 5 :

La présente décision annule et remplace la précédente du 15 novembre 2022. Elle prend effet au 6 février 2023 et sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Mayenne.

Pour la Préfète et par délégation
La Directrice du pôle pilotage et ressources

Isabelle GUYOT

Direction départementale des finances
publiques 53

53-2023-02-06-00047

DIRECTION - Délégation de signature en matière
d'ordonnancement secondaire relatif à la
gestion de la Cité administrative de Laval au
06/02/2023



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Finances publiques de la Mayenne**
24 allée de Cambrai
53014 Laval Cedex



FINANCES PUBLIQUES

Subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire relatif à la gestion de la Cité administrative de Laval

Mme Isabelle GUYOT, administratrice des Finances publiques, directrice du pôle Pilotage et ressources, Stratégie, Budget, Immobilier et Logistique de la Direction départementale des Finances publiques de la Mayenne ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne à compter du 6 février 2023 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2016 portant nomination de M^{me} Isabelle Guyot, administratrice des finances publiques à la direction départementale des finances publiques de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n°53-2023-02-06-00020 du 6 février 2023 portant délégation de signature pour la gestion financière de la cité administrative à Madame Isabelle GUYOT ;

ARRETE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté de la Préfète de la Mayenne du 6 février 2023, seront exercées par :

- M. Jean-Luc LAMORLETTE, inspecteur divisionnaire des Finances publiques hors classe, responsable de la division Budget, Immobilier, Logistique par intérim ;
- M. Yann BECAM, inspecteur des Finances publiques, responsable du service des Ressources budgétaires ;
- M^{me} Delphine MESLIN, contrôleur des Finances publiques, service des Ressources budgétaires ;
- M^{me} Béatrice ROUSSEAU, contrôleur des Finances publiques, service des Ressources budgétaires.

sans limite si les documents sont visés dans le respect du circuit hiérarchique de validation de la commande dans Chorus-formulaires ou par document papier :

- les demandes d'achat ;
- les demandes d'engagement juridique ;
- les certifications / attestations de service-fait ;
- les demandes de paiement ;
- les ordres de payer
- les ordres de recettes

Article 2 :

La présente décision abroge la précédente du 15 novembre 2022 et prend effet au 6 février 2023. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Mayenne.

Pour la Préfète de la Mayenne et par délégation
La Directrice du pôle Pilotage et Ressources

Isabelle GUYOT
Administratrice des Finances publiques

Direction départementale des finances
publiques 53

53-2023-02-06-00043

DIRECTION - Délégation spéciale de signature
Domaines au 06/02/2023



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Finances publiques de la Mayenne**
24 allée de Cambrai
53014 Laval Cedex



FINANCES PUBLIQUES

Subdélégation de signature - Domaines

L'administratrice générale des Finances publiques, directrice départementale des Finances publiques de la Mayenne,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

Vu le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 26 octobre 2022 portant nomination de Mme Dominique MAURESMO, administratrice générale des Finances publiques, en qualité de directrice départementale des Finances publiques de la Mayenne ;

Vu la décision du directeur général des Finances publiques en date du 28 octobre 2022 fixant au 15 novembre 2022 la date d'installation de Mme Dominique MAURESMO dans les fonctions de directrice départementale des Finances publiques de la Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 53-2023-02-06-00015 en date du 6 février 2023 accordant délégation de signature à Mme Dominique MAURESMO, directrice départementale des Finances publiques de la Mayenne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à :

- M^{me} Géraldine OZAN, inspectrice divisionnaire des Finances publiques ;

- M. Stéphane LARANGÉ, inspecteur des Finances publiques ;

dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'État des actes de gestion, d'utilisation et de cession des biens domaniaux	Art. L. 3212-2, R. 1111-2, R. 2123-2, R. 2123-8, R. 2222-1, R. 2222-6, R. 2222-9, R. 2222-15, R. 2222-24, R. 3211-3, R. 3211-4, R. 3211-6, R. 3211-7, R. 3211-23, R. 3211-25, R. 3211-26, R. 3211-39, R. 3211-44 R. 3212-1 du code général de la propriété des personnes publiques, art. A. 116 du code du domaine de l'Etat, art. R. 322-8-1 du code de l'environnement.
2	Passation au nom de l'Etat des actes d'acquisition, de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 1212-1 et R. 4111-8 du code général de la propriété des personnes publiques.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques.
4	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature des conventions d'utilisation avec le service ou l'établissement utilisateur.	Art. R. 2313-3 et R. 4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
5	Attribution des concessions de logements et passation des conventions d'occupation précaire avec astreinte.	Art. R. 2124-66, R. 2124-69, R. 2222-18 et R. 4121-3 du code général de la propriété des personnes publiques.
6	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 2331-1-1° et 2°, R. 2331-2, R. 2331-3, R. 2331-4, R. 2331-5, R. 2331-6, R. 3231-1, R. 3231-2 et R. 4111-11 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 2 . – Le présent arrêté abroge le précédent du 15 novembre 2022 et prend effet au 6 février 2023. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Mayenne.

Par délégation de la Préfète de la Mayenne,
La Directrice départementale des Finances publiques

Dominique MAURESMO
Administratrice générale des Finances publiques

Direction départementale des finances
publiques 53

53-2023-02-06-00045

DIRECTION - Fermetures exceptionnelles des
services - Année 2023

**Direction départementale
des Finances publiques de la Mayenne**
24 allée de Cambrai
53014 Laval Cedex

**Fermetures exceptionnelles des services
de la Direction départementale des Finances publiques de la Mayenne
Année 2023**

La directrice départementale des Finances publiques de la Mayenne,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 53-2023-02-06-00017 du 6 février 2023 portant délégation de signature en matière de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de la Mayenne ;

Arrête :

Article 1^{er} . – Les services de la Direction départementale des Finances publiques de la Mayenne seront exceptionnellement fermés les 19 mai et 14 août 2023.

Article 2 . – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Mayenne.

À Laval, le 06/02/2023
Par délégation de la Préfète,
La Directrice départementale
des Finances publiques de la Mayenne

Dominique MAURESMO

Direction interdépartementale des routes Ouest

53-2023-02-07-00005

arrêté donnant subdélégation de signature
à des agents de la direction interdépartementale
des routes Ouest
pour l'exploitation du domaine routier national



ARRÊTÉ

**donnant subdélégation de signature
à des agents de la direction interdépartementale des routes – Ouest
pour l'exploitation du domaine routier national**

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 modifié portant création des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2009 nommant Frédéric LECHELON, directeur interdépartemental des Routes Ouest à compter du 1^{er} juillet 2009 ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2022 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Ouest;

Vu l'arrêté du 6 février 2023 de la préfète de la Mayenne donnant délégation de signature à Frédéric LECHELON, directeur interdépartemental des routes – Ouest, pour la gestion et l'exploitation du domaine routier national.

ARRETE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants pour signer les décisions relatives à la police de la circulation sur les routes nationales, décisions listées dans l'arrêté de délégation de signature du Préfet de Mayenne à Frédéric LECHELON :

- Arnaud GAUTHIER, Directeur adjoint, Directeur des districts
- Lionel LILAS, Adjoint de la Cheffe du SMT
- Guillaume HERVE, Adjoint de la Cheffe du SMT

Article 2 : Les décisions relatives à la police de la circulation sur les routes nationales listées dans l'arrêté de délégation de signature du Préfet de Mayenne à Frédéric LECHELON, sont les suivantes :

1. Réglementation de la police de la circulation (Articles R 411-4 ; R 411-7-I 1 a et e ; R 411 -7-I- 2 ; R 411-8 ; R 411-9 du code de la route).
2. Réglementation du passage sur les ponts (Article R 422-4 du code de la route).
3. Établissement des barrières de dégel (Article R 411-20 du code de la route).
4. Réglementation des interdictions et restrictions de circulation, (Articles R411-18 ; R411-21-1 du code de la route).
5. Réglementation du stationnement (Article R 417-12 du code de la route).
6. Réglementation de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes (Articles R 418 – 5 II 2° ; R 418 – 7 2° alinéa du code de la route).
7. Réglementation des motocyclettes, tricycles et quadri-cycles à moteurs, cyclomoteurs et cycles (Article R 431-9 du code de la route).
8. Délivrance de l'autorisation spéciale de circuler prévue par l'article R. 432-7 du code de la route.

Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 2 septembre 2022 portant le même objet.

Article 4 : Les agents de la direction interdépartementale des routes Ouest désignés par le présent arrêté, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'arrêté qui est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayenne.

**Fait à Rennes, le 7 février 2023
Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur Interdépartemental des Routes Ouest**

Signé Frédéric LECHELON